Hervé Hamon

LA MACHINE À DIRE NON

Je ne pensais sincèrement pas que les choses étaient à ce point. Revisitant, deux décennies plus tard, les mêmes collèges, les mêmes lycées généraux ou technologiques, les mêmes établissements professionnels [1], je m'attendais, certes, à constater une désyndicalisation des enseignants – dont on ne voit pas pourquoi ils n'accompagneraient pas les tendances fortes de la société française –, mais non une mutation aussi marquée.

Questionnant les jeunes professeurs fraîchement parachutés dans des collèges « difficiles », je supposais qu'ils allaient manifester quelque scepticisme à l'égard de la tradition syndicale, des slogans, des banderoles, des officines. Comme ailleurs. Effectivement, ils le manifestèrent. Mais avec une intensité que je n'avais nullement prévue. D'abord, leur désinvolture envers les enseignes et les professions de foi m'a paru entière. Cela venait au détour d'une phrase. « L'an dernier, j'ai décidé de demander ma mutation alors j'ai pris une carte… » J'intervenais : « Quelle carte ? De quel syndicat ? » Et mon interlocuteur, négligemment : « Aucune idée. Un syndicat. Il faut bien être défendu par quelqu'un en commission, on n'a pas le choix, vous connaissez le système… »

Passe encore. Après tout, le rapport utilitaire à « l'association ouvrière » n'a rien d'inconcevable et un syndicat, en principe, est aussi une société de services. Mais il y avait plus. Mes interviewés exprimaient autre chose : une sorte d'aversion, comme s'ils résistaient à une tentative de prise en mains peu avouable. « Les syndicats, me disaient-ils, nous abreuvent de leurs prospectus et de leurs brochures en deuxième année d'IUFM. Ils essaient de nous mettre le grappin dessus. »

1. Par convention, j'ai limité mon travail au second degré de l'enseignement public.

J'objectais que toute structure ou confédération a le droit de se faire connaître, de chercher à recruter. Du tac au tac, il m'était répondu que ces gens-là n'avancent pas moins masqués que les politiciens, qu'ils pratiquent constamment le double langage, et que mieux vaut s'en méfier.

Oui, c'est à ce point-là chez les jeunes. Et chez les « vieux », mes contemporains, la rupture est à peine moins spectaculaire.

Feu la famille

Voilà vingt ans – alors même que, dans le monde ouvrier, l'hémorragie des adhérents était déjà considérable –, il n'est pas excessif de dire que la vie intellectuelle et la vie sociale, en salle des professeurs, étaient
62 amplement structurées, non seulement par les frontières fédérales ou confédérales, mais par les frontières de tendance. C'étaient « les années Savary ». La droite, chez les profs, rasait les murs, le Snalc [2] n'était pas même un groupuscule. La Société des agrégés pleurnichait dans l'indifférence générale. La vraie vie, la vraie bataille, c'était l'affrontement entre le courant Uid [3], lié aux socialistes et propriétaire du syndicat des instituteurs, et son rival Unité et Action, le point de rassemblement des communistes, progressivement maîtres du Snes. Les gauchistes s'entre-déchiraient au sein de la tendance École émancipée, et les pionniers d'une pédagogie concertée, les volontaires pour s'engager dans les « projets d'action éducative » initiés par le ministère, trouvaient refuge au Sgen [4] lié à la Cfdt.

Une vie de famille, l'essentiel de la famille se trouvant à l'enseigne de la Fen, la Fédération de l'Éducation nationale. Une grande famille qui, comme toutes les grandes familles, comptait nombre de cadavres dans les placards, nombre de querelles recuites et de rancœurs imprescriptibles, ces haines étant un ciment aussi fort, aussi solide que l'héritage des anciens et les dispositions statutaires. Le choix de préserver l'unité, formulé par les enseignants en 1947, au moment de la scission entre la Cgt et Fo, s'il entretenait une guerre de tranchées interne, entretenait aussi un réel sentiment d'appartenance.

En ce temps-là, outre la sécurité sociale spécifique, on s'insérait presque naturellement dans un réseau dense qui allait de l'assurance-automobile

2. Syndicat national des lycées et collèges.
3. Unité, indépendance et démocratie.
4. Syndicat général de l'Éducation nationale.

au canapé à crédit, des campings réservés à la banque coopérative. Et cela formait un tout. Pour résister à la convoitise des « staliniens » et ne pas perdre le magot, les dirigeants socialistes s'abritaient derrière un solide rempart dont la pièce maîtresse était l'appartenance franc-maçonne, manière simple et pratique de contenir les infiltrés. Tandis que l'État finançait directement ou indirectement – sous forme de détachements – l'appareil syndical, le CCOMCEN[5], fort de millions d'adhérents et d'une soixantaine d'associations, était à la fois le cœur et le poumon d'un organisme complexe qui paraissait robuste sinon éternel.

Il est mort, douloureusement, et vite. Sans doute, la MAIF, dans ses campagnes publicitaires, continue de s'afficher « assureur militant ». Et la MGEN – qui n'échappera pas aux difficultés ordinaires que connaissent tous les régimes fondés sur la répartition – est toujours opérationnelle. Mais le navire a perdu simultanément son armateur et son cap.

Jean-Claude Barbarant, qui fut le dernier secrétaire général du SNI, m'a confié très lucidement son analyse : « Les autres l'ont emporté, si l'on veut. Mais je dirai plutôt que nous nous sommes effondrés sous nous-mêmes. Nous avons défendu la continuité de la maternelle à la troisième, puis la continuité professionnelle de la maternelle à la terminale. Nous avions raison, je crois, mais les valeurs que nous portions étaient à l'exact opposé des valeurs montantes, de l'irrésistible ascension des savoirs livresques et disciplinaires, d'une société ivre de compétition où l'on proclame, à tous les étages, "Malheur aux vaincus !". Notre humanisme était enraciné dans une France rurale et populaire, il se battait pour l'idée laïque et y puisait sa première identité. Nous n'avons pas été capables de survivre, nous étions à côté de la plaque. En milieu urbain, autant dire partout, nous étions petit à petit grignotés. Nous tenions encore l'appareil mais la coque était vide… [6]. »

En décembre 1992, la FEN explose. Officiellement, c'est elle qui exclut le SNES. En fait, le SNES a gagné et la nouvelle fédération qui se construit, la FSU, domine, et de haut, sa rivale, l'UNSA. Tandis que le militantisme dégringole, tandis que les adhérents dûment encartés se font plus rares, tandis que s'estompent les clivages idéologiques, le SNES réussit toutefois à obtenir, lors des élections professionnelles, les suffrages d'un enseignant sur deux (mais le taux d'abstention est d'un tiers, et tend à croître). La famille se disperse. Et la mutation est radicale : on passe d'un syndicalisme adossé au politique à un syndicalisme de clientèle.

5. Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'Éducation nationale.
6. Rapporté dans *Tant qu'il y aura des élèves*, Seuil, 2004.

CORPORATISME DÉCOMPLEXÉ

Car la victoire d'Unité et Action, l'ancienne tendance communiste de la FEN, n'est pas d'abord une victoire idéologique. La direction de ce courant a toujours su jouer, avant tout, la carte du corporatisme. D'ailleurs, les liens avec le Parti se sont distendus. Et le moteur de la scission, malgré les apparences, fut tout autre qu'une rivalité programmatique.

Les nouveaux leaders du syndicalisme enseignant ont remporté la victoire pour trois raisons.

La première est qu'ils surveillent farouchement la frontière entre le primaire et le secondaire. Le SNI a toujours plaidé pour une unification du monde enseignant, arguant qu'un pédagogue est un pédagogue – l'ultime succès de la FEN sera d'obtenir la mutation des « instituteurs » en « professeurs des écoles » avec une considérable amélioration de la formation initiale et du salaire correspondant. Le SNES, au contraire, a toujours su tirer parti de la singularité française qui veut que la « noblesse » du poste soit directement proportionnelle à l'âge de l'élève. Cela n'est jamais énoncé mais cela fonctionne ainsi, au vif étonnement de nos partenaires étrangers. Les « instits », quand ils plaidaient que la coupure entre primaire et collège était préjudiciable aux enfants – ce que confirment la plupart des travaux –, ont été soupçonnés d'expansionnisme, d'utiliser l'argument pédagogique comme un cheval de Troie vers les étages « supérieurs ».

La deuxième raison est que cette guerre territoriale a été présentée par le SNES comme un combat pour défendre la qualité de l'enseignement. Dans les années 1970, au moment où l'on a ouvert le collège à toute une classe d'âge, nombre de maîtres, notamment d'instituteurs, ont été recrutés hâtivement sans véritable formation adéquate, et bombardés professeurs de manière pour le moins bricolée. Le SNI a appuyé le mouvement, et le bataillon des PEGC[7] a permis au courant UID de marquer des points dans le second degré. La riposte a été à la hauteur de l'offensive. Le SNES s'est battu comme à Stalingrad, couloir après couloir, casier après casier, afin de contenir les intrus. Il est parfaitement exact que, du point de vue académique, le bagage de ces derniers était trop léger – en 1985, on pouvait estimer qu'un professeur sur deux n'avait jamais atteint le niveau de la licence. Mais il est non moins exact que l'argument de la qualité cachait d'abord une querelle électorale.

7. Professeurs d'enseignement général de collège.

La troisième raison du succès du SNES est un corporatisme de plus en plus décomplexé. Hier, ce corporatisme s'habillait d'oripeaux divers et variés. Avec la FSU, il s'est déployé sans vergogne. Officiellement, la fédération reste de gauche, partisane d'une école démocratique, d'un collège ouvert, d'une politique désireuse de tirer vers le haut les élèves les plus faibles. Mais, au pied du mur, les mêmes syndicalistes sont incapables d'entamer leurs habitudes pour s'adapter aux exigences de pareille ambition. Un épisode extrêmement significatif, qui annonçait la suite, s'est déroulé au moment de la « revalorisation » octroyée par Lionel Jospin. Les dirigeants de la FEN ont expliqué à ce dernier que l'effort financier consenti en faveur des enseignants étant spectaculaire, c'était l'occasion ou jamais de le troquer contre une réforme majeure et favorable aux élèves : la modification de l'obligation de service en sorte que les professeurs soient plus présents dans les établissements. Avec la dernière énergie, le SNES s'y est opposé et Jospin lui a cédé. Depuis, chaque fois qu'il est question de repenser le mode d'intervention des maîtres sur le lieu d'exercice, le syndicat ne manque pas de substituer au débat une vaine polémique sur l'ardeur au travail des professeurs français…

LA FORCE DES FAIBLES

Le SNES a toujours été corporatiste (nettement plus que le SNUipp[8], également affilié à la FSU), mais la pente s'est encore accentuée. Et s'accentuera. Son effritement militant en est la cause. Le score qu'il obtient aux élections professionnelles est suffisamment élevé pour qu'il se déclare représentatif. Mais ses troupes militantes sont trop maigres pour animer un réel débat, assurer une réelle vitalité intellectuelle dans les établissements. J'ai pu m'en rendre compte, sur le terrain, lors des grèves qui ont accompagné la réforme Fillon des retraites ou fustigé les projets de Luc Ferry. Dans les assemblées générales, les porte-parole de la FSU étaient amplement débordés par les altermondialistes qui ont fait leur nid au syndicat SUD ou par les trotskistes qui se sont emparés de FO. Sur la défensive, ils paraissaient à la merci d'un retournement de salle, d'un effet de manche, d'une bouffée de populisme.

Un syndicalisme fort peut s'offrir le luxe d'être innovant, de déranger ses fidèles. Mais, même dans le monde enseignant, le syndicalisme a

8. Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs du primaire.

perdu l'essentiel de sa tonicité, et il se trouve désormais à la remorque de l'opinion, à la remorque de ses électeurs. Le double langage des responsables en est la meilleure illustration. En privé, loin des micros, ils se montrent ouverts à tout, conscients que les choses ne sauraient perdurer. Mais dès que vous les interrogez sur le discours public qu'ils tiendront, ils assurent que « les collègues » ne pourraient supporter un message iconoclaste ou, plus simplement, moins routinier. Que veulent-ils donc, « les collègues » ? Le statu quo. Il n'est pas excessif de dire que, depuis quelques années, l'appareil syndical dominant, à l'Éducation nationale, n'est rien d'autre qu'une sorte de gardien obsessionnel et méticuleux du statu quo, réagissant de manière pavlovienne à toute suggestion perturbatrice, voire à l'éventualité de cette suggestion.

Hier le syndicalisme enseignant se partageait entre « progressistes » et
66 conservateurs. Aujourd'hui, il se partage entre conservateurs et réactionnaires. Il est significatif, par exemple, que le SNES ait commandé une enquête pour savoir où en étaient ses adhérents et sympathisants sur la question du collège unique. Réponse : deux sur trois semblaient désireux de s'en émanciper. Officiellement, les motions de congrès proclament un attachement rituel au collège démocratique. Mais concrètement, toute mesure qui risquerait de bousculer si peu que ce soit les coutumes enseignantes est illico stigmatisée, combattue, écartée. L'effet d'annonce demeure, l'honneur est – presque – sauf. Mais, sur le terrain, la concertation entre les maîtres n'a pas progressé d'un pouce, les désastreuses procédures d'orientation n'ont pas été révisées, la formation n'a pas été mise à jour, le carcan des disciplines n'a pas été desserré, le mode de nomination et d'évolution dans la carrière est plus que jamais verrouillé. Et l'hypothèse d'une bivalence des maîtres de collège – ce que pratiquent avec bonheur tous les pays comparables – suscite des cris d'orfraie.

Comme l'institution elle-même, les syndicalistes majoritaires se sont installés dans ce que François Dubet et Marie Duru-Bellat ont baptisé « l'hypocrisie scolaire ». On fait comme si. Comme si l'école était juste. Comme si elle était homogène, offrant à tous la possibilité de progresser. Comme si les maîtres étaient les meilleurs garants de tant d'équité républicaine. Comme si les filles n'étaient pas orientées à la baisse. Comme si les filières se valaient. Comme si les établissements dits d'excellence, ceux qui choisissent leurs élèves, n'étaient pas une enclave privée à l'intérieur du système public. Comme si les classes préparatoires aux grandes écoles n'étaient pas devenues un refuge contre la mixité sociale et la promiscuité avec les classes dangereuses. Ironiquement, les cadres du SNALC, qui, lui, ne s'embarrasse pas de précautions

oratoires et concède volontiers qu'il prône une méritocratie, affirment que leurs rivaux finiront par les déborder sur leur droite.

Fonds de commerce

Suradministrée et sous-encadrée, l'Éducation nationale a coutume de pratiquer avec les partenaires sociaux une véritable cogestion. Dans les années 1960 ou 1970, quand on s'est assigné l'ambition téméraire d'enfourner l'ensemble d'une classe d'âge dans un moule jusque-là conçu pour une élite, cette cogestion présentait maints avantages dans la mesure où les syndicalistes s'associaient à un effort collectif, demandaient à leurs adhérents de retrousser leurs manches, de fonctionner avec des classes terriblement chargées, d'accepter une part considérable d'improvisation. Sans la FEN, le passage au collège unique – unique à l'entrée car, à la sortie, c'était une autre histoire – n'aurait guère pu être envisagé. À présent, la cogestion reste à l'œuvre mais le projet fait défaut.

Ce qui reste à l'œuvre, c'est le souci syndical de persévérer dans l'être. De manière tatillonne, pour le moins, les cogestionnaires syndicaux s'emploient à poursuivre ce qui est devenu l'objectif principal : ne pas perdre leur fonds de commerce. Et leur fonds de commerce, c'est ce qui oblige les enseignants, notamment les jeunes enseignants, à passer par eux pour toute évolution de carrière. Qu'importe que ladite carrière soit planifiée en dépit du bon sens.

À force d'aberrations empilées et de petits calculs devenus grands, nous sommes parvenus, sous la pression syndicale, à un mode de gestion des carrières dont le cynisme est confondant : on va du froid vers le chaud, du Nord vers le Sud, de la périphérie vers le centre, du périlleux vers le douillet. On nomme les débutants à l'aveuglette, on les parachute sans les préparer à l'atterrissage et sans s'assurer que la nature de la mission convient à leurs qualités et à leurs ressources. On malmène les jeunes et l'on dorlote les vieux. L'unité de compte, la récompense des ans, c'est le confort. Semblable ignorance – le mot est faible – de ce qu'on nommerait ailleurs la plus élémentaire gestion des ressources humaines serait peut-être compréhensible, à défaut d'être admissible, si elle était le produit d'un désordre non maîtrisé. Mais il n'en est rien. Elle est le produit d'un ordre savamment planifié.

La vulgate syndicale dominante, qui sous-tend cet ordre, obéit à deux impératifs. Premièrement, les fonctionnaires sont interchangeables et n'importe qui est susceptible de remplacer n'importe qui n'importe où. Noble postulat qui ne présente qu'un inconvénient : le

réel se dérobe, rien de tout cela n'est vrai. Quand le recteur de Créteil – alors Christian Forestier, homme de gauche – a proposé à des jeunes professeurs de se porter volontaires pour des postes particuliers dans des collèges difficiles, en leur garantissant une formation appropriée, un mode de nomination leur permettant de venir avec leurs proches ou leurs amis, enfin un encadrement pédagogique et administratif, la levée de boucliers syndicaux a été prompte – car ces « postes à profil » inauguraient une autre logique. L'expérience fut concluante. Elle n'a pas été reconduite car le fonds de commerce risquait d'en souffrir.

Deuxième impératif : l'universitaire ne saurait être évalué, il vaut ce qu'il vaut par origine et par destination, il est qualifié par le concours initial – l'unique évaluation, ensuite, consistant à recommencer devant un inspecteur, tous les cinq ou six ans, la leçon du CAPES, leçon dont

l'enseignant a déjà montré qu'il savait la donner. Seul compte le savoir académique, le savoir d'expérience est récusé. En conséquence, le monde enseignant est un monde *grosso modo* dépourvu de sanctions – négatives mais aussi positives. L'exemple le plus caricatural est la dérisoire note administrative ébauchée par le chef d'établissement mais ensuite passée à la moulinette de commissions paritaires qui la corrigent jusqu'à ce qu'elle corresponde au barème convenu. C'est grotesque, personne n'est dupe, c'est tellement infantile que nul n'oserait proposer pareille mécanique à un élève de collège. Mais c'est un fonds de commerce.

Ce faisant, les syndicalistes majoritaires jouent paradoxalement contre les intérêts de leurs mandants. Car la défense du statut libéral du fonctionnaire de l'Éducation nationale est fort ambiguë. De loin, le professeur qui « règne » sur sa classe sans contrôle, sans chef, sans même le regard de ses pairs, paraît un monarque intouchable et envié. Mais les classes, depuis la démocratisation, sont loin d'être homogènes, et très souvent, le roi est nu. Son splendide isolement se retourne contre lui. Faute de culture professionnelle partagée et d'instruments d'évaluation fiables, il souffre et s'angoisse, il sombre dans un abîme d'insatisfaction, de doute, de frustrations. Le fameux « malaise » enseignant a pour cause principale l'absence de culture professionnelle. Et le syndicalisme y est pour beaucoup. Il est amplement responsable d'un système où le dispositif sécurisant est finalement source d'insécurité.

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Voici l'étau, voici la contradiction majeure. Hier, les syndicats majoritaires divergeaient sur maints dossiers mais s'accordaient sur un choix

politique : la démocratisation de l'école, le collège unique. Aujourd'hui, le maintien de cette ambition et les réformes qu'elle suppose sont contradictoires avec la préservation du fonds de commerce syndical. Notre pays, parmi les nations développées, est un des cinq pays qui investissent le plus d'argent dans l'école, dans l'éducation – mais les performances restent moyennes, en deçà du budget consenti. Pour améliorer l'école, il faudrait assurément travailler autrement, orienter autrement, évaluer autrement, enseigner autrement, former autrement, etc. Pour rendre l'école plus juste, pour ne plus avoir le bac des riches et celui des autres, pour ne plus constater que les élèves « en retard », les redoublants à répétition sont chroniquement les plus pauvres, il faudrait assurément changer en profondeur.

Mais la préservation du fonds de commerce syndical est incompatible avec un tel chambardement. Et voici l'officine « de gauche » prise à son propre piège. Elle dit ce qu'elle ne fait pas, elle fait ce qu'elle ne dit pas, elle accepte la posture de l'imposteur. Et, pour s'exonérer de tout cela, elle continue, d'une voix éraillée à force d'être gémissante, à répéter que les moyens lui sont odieusement comptés.

Depuis la Libération, le monde enseignant, par le truchement de ses représentants, tenait à l'opinion un discours simple et convaincant : ce qui est bon pour nous est bon pour vous, bon pour vos enfants, bon pour la France. Et c'était vrai, peu ou prou. Mais ce ne l'est plus. L'indigence idéologique de la gauche enseignante, son déni du réel, son refus d'examiner les travaux des chercheurs, de s'emparer des comparatifs internationaux, d'observer les expériences des pays analogues, bref son refus obstiné de penser et d'agir, si ce n'est pour freiner et différer l'action, ne sont plus supportables par les usagers du service public. Il est significatif que, pour la première fois, au cours des cinq dernières années, des enseignants grévistes ont menacé de mettre en péril les examens, ou de priver les élèves du bénéfice d'une année. C'est totalement nouveau dans cette culture syndicale. C'est l'aveu d'une banalisation inquiétante : tout agent d'un service public dispose d'un pouvoir de nuisance considérable, et est tenté, à l'image des camionneurs sur les routes, d'en abuser. Les leaders enseignants ont traditionnellement résisté à cette tentation, mais ils sont de plus en plus débordés.

C'est l'aveu que, désormais, les intérêts des élèves et ceux des professeurs ne sont plus concordants – si la revendication des professeurs continue d'être le maintien opiniâtre du statu quo.

Comment sortir de là ? Par l'épreuve de force ? Trouvera-t-on, en France, une Margaret Thatcher pour rompre le blocus et mettre au

jour par l'affrontement ce qui n'a pu être négocié par la raison ? Rien n'est moins sûr. Le mode de gestion et de cogestion de l'Éducation nationale est ainsi conçu que rien n'est possible sans l'adhésion des professionnels. Il faut être Gilles de Robien pour s'imaginer qu'un décret du prince vaut changement des choses. Les maîtres du primaire n'ont, malheureusement, pas voulu appliquer la politique des cycles – libérant l'enfant de l'obligation de maîtriser telle compétence à tel instant précis – et elle n'a pas été appliquée. Les maîtres du secondaire ont, eux, bien voulu tirer vers le baccalauréat, à l'orée des années 1990, une proportion inédite de lycéens, et cela s'est fait. La réalité est aux mains des professionnels et l'efficacité repose sur leur vertu.

Si le syndicalisme enseignant majoritaire continue de se montrer inapte à l'*aggiornamento*, les conséquences seront doubles. D'abord, une révision à la baisse de nos ambitions démocratiques. Ensuite, une perte de l'identité collective des enseignants eux-mêmes. On peut se moquer des séminaires laïcs qu'étaient les écoles normales, des salons CAMIF ou des slogans rituels. Du moins avaient-ils la vertu de susciter un sentiment d'appartenance. L'invraisemblable accumulation des statuts, l'incroyable disparité des conditions d'exercice, ajoutées aux fractures générationnelles, risquent de faire en sorte que le « corps », le « mammouth », la fameuse « armée rouge » des années 1960 ou 1970, perde ses valeurs communes, sa cartographie de base, bref, sa cohérence. Le phénomène est déjà à l'œuvre, il va s'aggravant.

Je ne pense nullement que les jeunes professeurs sont dépourvus de sens civique ou de passion professionnelle. J'observe qu'ils sont plus enclins que leurs devanciers à prendre les élèves comme ils sont. Et je porte un regard plutôt admiratif sur le travail qu'ils accomplissent en pays de mission. Mais une chose est sûre : les vieilles outres n'accueilleront pas ce vin-là sans éclater. D'ici peu, il va falloir renouveler 40 % des effectifs. C'est l'occasion ou jamais de renouveler le syndicalisme. Ce qui n'est vraiment pas gagné d'avance dans un pays où la gauche, avant de porter l'intérêt général, se conduit en parti des statutaires.

Nul doute que la manière dont Nicolas Sarkozy souffle le chaud et le froid et surtout la consigne donnée par Xavier Darcos de procéder à des coupes claires offrira à la FSU un excellent terrain de jeu.

RÉSUMÉ

*Le syndicalisme majoritaire, dans l'enseignement secondaire public, est devenu une machine à dire non. Affaibli, il court après ses électeurs et fait de la défense du statut son principal produit d'appel. En contradiction avec lui-même, il refuse l'*aggiornamento *nécessaire pour démocratiser l'école. Et ne représente plus que les couches vieillissantes, sur le départ, des actuels professeurs.*